

édité par les communistes
du 10^{ème} arrondissement

57 rue des Vinaigriers
75010 Paris

pcfparis10@gmail.com

à Paris 10^e

MAI-JUIN 2018



rassemblement organisé le 28 avril à la porte de la Villette
à l'initiative du PCF Paris, en soutien aux migrants

Le 28 avril dernier, une centaine de communistes se sont rassemblés près de la porte de la Villette en solidarité avec les 2 500 exilés qui vivent dans les campements du Nord-est parisien dans des conditions indignes. Ils ont déployé une banderole *Pour une France hospitalière et fraternelle*, reprenant le titre du Manifeste que le PCF vient d'éditer.

Alors que le gouvernement s'obstine à faire adopter la loi « Asile et immigration », l'objectif de cette initiative était de rappeler que, contrairement aux idées reçues, la France ne fait pas face à une crise migratoire, mais à une crise de l'accueil.

Les communistes ont des propositions : la création de 50 000 places en hébergement d'urgence, la réquisition d'immeubles vides ou encore l'ouverture d'un nouveau centre de premier accueil à Paris.

Lors de ce rassemblement, Didier Le Reste a annoncé que les élus PCF allaient déposer un vœu au Conseil de Paris demandant l'ouverture d'un tel centre dans le Bois de Boulogne. Ce vœu a été adopté (voir site pcfparis10.fr).

Suite au décès de deux migrants intervenu quelques jours plus tard dans ces campements, le PCF du 10^e a déclaré : « La non-action du gouvernement, le cynisme dont a pu faire preuve la rapporteure du texte Elise Fajgeles, députée du 10^e, en présentant publiquement le texte du projet de loi près du Canal Saint-Martin sans la moindre volonté politique de régler cette question, s'apparente à de la non-assistance à personne en danger ».

Autres actions prévues : le 25 mai, à l'initiative d'un collectif d'associations, de syndicats et de partis du 10^e, une réunion publique est organisée à l'espace Jemmapes sur la loi « Asile et immigration » en présence de la Cimade et du Gisti.

Par ailleurs, lors de l'étape Paris/Sarcelles prévue le 21 juin, les communistes se joindront à la marche solidaire organisée par l'Auberge des migrants, partie le 30 avril de Vintimille pour rejoindre l'Angleterre en juillet.

QUAND TOUT SERA PRIVATISÉ nous serons privés de tout !

Tour à tour, ont été privatisés EDF, GDF, La Poste, France Télécom, les autoroutes et aujourd'hui le temps est venu pour le gouvernement Macron de poursuivre le dépeçage du service public ferroviaire. Avec, à chaque fois la promesse d'une efficacité supérieure du secteur privé... pour le plus grand bonheur des usagers, pardon des clients.

Le bilan des premières ouvertures à la concurrence est bien sombre.

Pour le citoyen, cela s'est traduit par des fermetures de services et de lieux d'accueil, des fractures territoriales qui signent la fin d'une égalité de traitement, principe du service public, un coût des prestations qui s'envole : le gaz + 70%, l'électricité +30%, + 20% en 12 ans pour les autoroutes, des services inscrits dans le contrat de service public et aujourd'hui devenus payants.

Pour les salariés de ces secteurs, des milliers d'emplois supprimés, un travail dégradé, des conditions de sécurité mises en péril, une précarité généralisée par le recours aux recrutements dans des filiales pour échapper aux conventions collectives de branche jugées encore trop favorables.

Mais aussi un sous-investissement chronique dans l'entretien, la recherche, la fin des innovations parce que on ne peut en même temps servir l'intérêt général et les actionnaires.

La bataille des cheminots aujourd'hui est tout sauf une bataille corporatiste. Ils défendent une société de la solidarité des territoires, une société de l'efficacité sociale, une société plus écologique. Leur bataille est aussi la nôtre. Elle rejoint celle des personnels hospitaliers qui devront cette année faire l'économie de 960 millions d'€, celle des personnels d'EPAHD exsangues. Elle est celle de tous ceux qui ne veulent pas que la concurrence remplace la solidarité, que les inégalités progressent écrasant sous toujours plus de difficultés les plus faibles, de plus en plus nombreux.

Pauline Pytkowicz
comité de section PCF/10

LES COMMUNISTES DU 10^e DANS LES GARES

usagers et agents solidaires

1000 points de diffusion de tracts ont été organisés par le PCF dans toutes les gares de France pour soutenir l'action des cheminots et faire connaître les alternatives au projet de casse du service public ferroviaire.

Les militants communistes du 10^e ont participé à cette initiative dans les deux gares de l'arrondissement. Le projet prévoit en effet de transformer la SNCF en société anonyme. Cela permettra d'ouvrir le capital à des investisseurs privés, comme cela a été mis en œuvre pour France Télécom, GDF, EDF ou La Poste, avec les dégradations de services que l'on connaît. Aucun engagement précis sur la reprise de la dette qui n'est pas due au statut des cheminots, mais aux choix imposés à la SNCF par les différents gouvernements. Par ailleurs, aucune volonté de développer le transport ferroviaire (voyageurs et marchandises) sur l'ensemble du territoire au mépris de l'impérieuse nécessité de réduire la production de gaz à effet de serre.



les communistes du 10^e ont diffusé des milliers de tracts aux usagers de nos deux gares pour dénoncer le projet de démantèlement de la SNCF

Malgré le vote du 17 avril à l'Assemblée nationale, la bataille est loin d'être terminée. Les cheminots viennent de recevoir le soutien des cadres supérieurs de la SNCF qui s'opposent à ce projet de casse de leur entreprise. Du jamais vu !

ÉCOLE LOUIS BLANC elle a besoin d'espace !

Lors du Conseil d'arrondissement du 16 avril 2018, les élus communistes ont fait adopter un vœu demandant la confirmation de l'extension de l'école sur le site de l'ex-caserne Château Landon.

En effet, si la mairie a bien validé, lors de la plénière du conseil de quartier du 8 février dernier, la création d'une plateforme d'innovation dédiée à la mode et d'un espace réservé pour un projet associatif, il n'en est pas de même pour l'extension du groupe scolaire Louis Blanc : une surface de seulement 75m² est réservée, mais sa réalisation est gelée en raison des baisses d'effectifs scolaires.

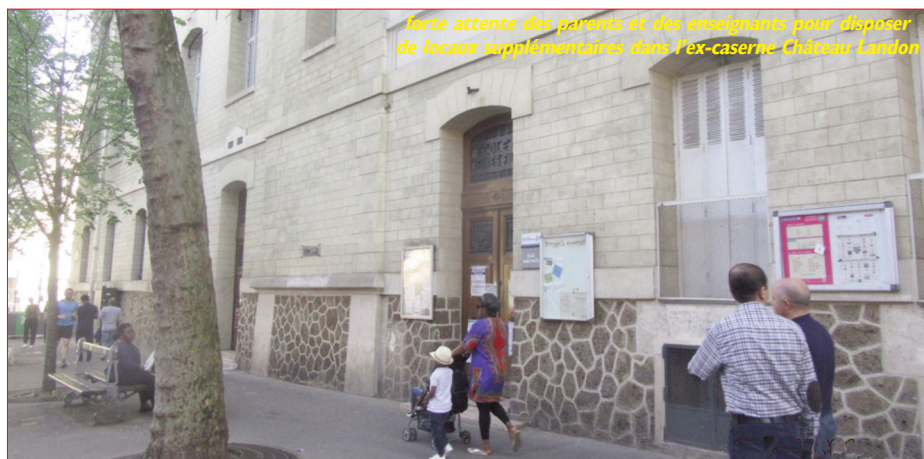
La mise en sommeil de l'extension de l'école a suscité une vive réaction de la communauté scolaire qui estime que les

locaux actuels ne répondent pas à tous les besoins. Plusieurs locaux sont exigus et il manque des salles tant pour les activités pédagogiques que pour les activités périscolaires.

C'est pourquoi les élus communistes ont demandé de définir les modalités d'aménagement de l'espace en question, afin que les travaux soient commencés sans attendre.

Le vœu a été adopté, mais la Mairie a émis des réserves. Elle ne conteste pas que cet espace constitue effectivement une possibilité d'extension à terme mais estime qu'il n'y a pas urgence, sachant qu'un rééquilibrage des effectifs est possible avec les autres écoles du secteur.

Encore attendre ?



forte attente des parents et des enseignants pour disposer de locaux supplémentaires dans l'ex-caserne Château Landon

PARC ALBAN SATRAGNE pour une extension

Lors du Conseil d'arrondissement du 5 mars et du Conseil de Paris du 20 mars, les élus communistes ont soutenu le projet de réaménagement et d'extension du parc Alban Satragne. Un projet qui constitue la dernière étape de la totale restructuration du « carré Saint Lazare ». Mais ils ont demandé, conformément au souhait du Conseil de quartier, que soit étudiée la faisabilité d'une modification de l'accès au parking situé sous le jardin. Ils proposent que l'entrée et la sortie du parking se fasse par la trémie située côté du boulevard de Magenta, avec l'installation d'un feu alternatif pour réguler les entrées et les sorties.

Cette solution permettrait de supprimer la circulation automobile devant la crèche et d'assurer une zone de tranquillité aux usagers du jardin. Les élus communistes ont demandé que cette alternative soit étudiée et mise en œuvre dans le cadre de la consultation prévue l'an prochain pour retenir le futur concessionnaire de ce parking de 791 places. En effet, le contrat de concession conclu avec le groupe INDIGO arrive à échéance en août 2019. À suivre...

MOBILISATION CONTRE LA SPÉCULATION IMMOBILIÈRE DE LA POSTE

des avancées obtenues

La Poste possède square Alban Satragne, près de la gare de l'Est, un immeuble auparavant utilisé exclusivement pour les activités postales. Cet immeuble a été construit dans les années 1960 grâce à l'argent de l'État. Il s'agit donc d'un bien commun. La Poste envisage la transformation en logements de cet immeuble, mais souhaitait vendre à la découpe la plus grande partie des logements ainsi créés, alimentant la spéculation au détriment des besoins en logements sociaux.

À l'appel des élus et militants communistes, un rassemblement d'une centaine de personnes s'est tenu le 10 mars dernier. Une pétition a été lancée et a recueilli près de 1000 signatures. Puis un vœu dénonçant cette opération de La Poste a été adopté en Conseil d'arrondissement et en Conseil de Paris.

Suite à ces actions et après discussion avec la Ville, La Poste propose maintenant de réaliser 50% de logements sociaux soit une cinquantaine de logements. Si cela reste décevant compte tenu du caractère public de l'immeuble et des



besoins en logement social dans le 10^e, il s'agit tout de même d'une avancée à mettre au crédit de l'appel des élus communistes et de la mobilisation des habitants du 10^e.

FORUM DE LA PETITE ENFANCE petits et grands accueillis

La majorité municipale parisienne s'est engagée à augmenter le nombre de places en crèche, avec la volonté d'en créer plus de 5 000 à Paris en 6 ans.

Dans le 10^e, après l'ouverture de la crèche municipale Bichat en 2015 et du multi-accueil Les Kyklos en 2016, plusieurs projets déjà lancés devraient aboutir prochainement.

Le 11 avril 2018, à l'initiative de Dominique Tourte, adjointe PCF en charge de la Petite enfance, la Mairie du 10^e a accueilli les futurs et jeunes parents du 10^e pour les informer sur les ressources existantes dans l'arrondissement. Ce forum, auquel ont participé les partenaires associatifs et institutionnels, a permis aux parents de découvrir les nombreux services et animations disponibles dans le 10^e, y compris les ressources gratuites et accessibles à tous en matière de parentalité. Une conférence proposée par l'association *Plaisir d'enfance* a clôturé la journée et a permis à de nombreux jeunes parents d'échanger sur l'accompagnement des enfants vers leur autonomie.



Dominique Tourte, adjointe en charge de la Petite enfance, a accueilli les parents lors du forum organisé le 11 avril à la mairie du 10^e

LOI ELAN menace sur le logement social

Après l'annulation de l'encadrement des loyers à Paris, le logement social subit une nouvelle attaque frontale avec la loi ELAN qui sera examinée en première lecture à l'Assemblée nationale fin mai.

L'exposé des motifs affirme que le logement est un bien marchand comme un autre, soumis aux lois du marché. Cela signifie que le logement social n'a plus de raison d'être et qu'il faut réduire drastiquement la part qu'il occupe actuellement. Les articles de la loi confirment cette orientation : le logement social va de plus en plus échapper aux communes, entraînant une réduction des constructions de logements sociaux. Les bailleurs dépendant d'une collectivité seront contraints de fusionner et le privé pourra progressivement se substituer aux bailleurs sociaux publics.

Cela sera la fin du droit au maintien dans son logement. Tous les six ans, le dossier de chaque locataire HLM repassera en commission d'attribution, laquelle aura le pouvoir de résilier le bail. Cette menace de perdre son logement sera plus grande si la situation de la famille a évolué.

Pour réduire encore les financements du logement social, le gouvernement veut multiplier par 10 la vente des logements sociaux. Pourtant ces tentatives se sont toujours traduites par des échecs : poussée spéculative, endettement des locataires acheteurs, dégradation des copropriétés...

En clair, l'objectif de ce projet de loi est de restreindre le logement social à la frange la plus pauvre de la population et le rendre précaire. Une orientation qui va à l'encontre du modèle existant et de celui défendu par les communistes, à savoir : un logement social qui concerne toute la population, qui ne fasse pas l'objet de profit et qui sécurise les habitants. Les communistes et leurs élus s'opposeront vigoureusement à ce projet de loi funeste.

À noter que lors du Conseil de Paris des 3 et 4 mai, les élus macronistes ont soumis, avec le soutien de la droite, un vœu demandant la vente de 1% du parc social parisien (soit près de 2 500 logements par an). Ian Brossat, adjoint PCF à la Maire de Paris, a dénoncé ce « retour à la politique de Jean Tiberi » et rappelé que le seuil de 25% de logements sociaux imposé par la loi devait être atteint. Le vœu a été rejeté.

HÔPITAL LARIBOISIÈRE

nouvelles réductions de l'offre de soins

Encore une mauvaise nouvelle pour le groupe hospitalier Lariboisière-Fernand Widal-Saint-Louis. Alors qu'un déficit de l'ordre de 20 M€ est annoncé, les organisations syndicales ont appris la suppression de 14 nouveaux lits dans le service de chirurgie digestive qui ne disposera plus, en novembre 2018, que de 9 lits. De plus, une véritable politique d'austérité s'abat sur les personnels de l'AP-HP : réduction des remplacements des congés annuels, non remplacement de certaines catégories de personnels administratifs et techniques, réduction du nombre de personnels par patients, baisse des dépenses de formation... En s'attaquant ainsi au personnel, on s'attaque à la qualité de prise en charge de l'ensemble des patients !

Comme ils l'avaient fait en 2015 en dénonçant le non-transfert des lits de gériatrie de Fernand Widal dans le cadre du « nouveau Lariboisière » et la réduction de 30% des lits d'hospitalisation, les communistes poursuivent leur combat contre l'austérité à l'hôpital. Lors du Conseil d'arrondissement du 16 avril, les élus PCF du 10^e ont déposé un vœu dans ce sens. Il a été adopté grâce au vote des seuls élus PCF.

Dans le cadre du tour de France des hôpitaux organisé par les parlementaires communistes qui refusent la marchandisation de la santé et demandent un moratoire sur les fermetures d'hôpitaux et de services, Pierre Laurent, sénateur de Paris, se rendra prochainement dans le groupe hospitalier de notre arrondissement.

HALLE ALIMENTAIRE l'aventure continue !

Après l'inauguration à l'automne dernier de la première halle alimentaire parisienne dans le 10^e, une deuxième halle a été inaugurée le 7 avril dans le 14^e en présence d'Anne Hidalgo et de Nicolas Bonnet, président du groupe communiste.

Ces deux halles font partie d'une expérimentation défendue par les élus communistes pour créer un modèle innovant de promotion d'une alimentation de qualité, en circuit court, accessible à tous et garantissant une juste rémunération des producteurs. La deuxième halle, intitulée La

Panaméenne, installée au 104 rue Didot, est portée par l'association *Food de rue*, fonctionnant grâce à un chantier d'insertion.

Le 19 avril dernier, *Kelbongoo!* a réalisé dans la halle du 10^e, située au 3 bis rue Bichat, son premier *apéro-consommateurs*. L'occasion pour les habitués de la halle d'échanger des recettes et de déguster ensemble les plats réalisés avec les produits de qualité et en circuit-court proposés par *Kelbongoo!* Pour être informé des prochaines initiatives, n'hésitez pas à vous inscrire à leur newsletter.

EN BREF

● Réunion sur les locations touristiques

Le 14 mai, à la Mairie du 10^e, Ian Brossat, adjoint à la Maire de Paris, en charge du Logement, a présenté les mesures visant à encadrer cette activité dans le but de ne pas pénaliser les Parisiens en recherche d'un logement et a expliqué les mesures décidées en particulier en direction des plateformes numériques (Airbnb)...

● Promenade urbaine sous la ligne 2 entre Barbès et Stalingrad

Une réunion de concertation s'est tenue le 15 mai à la Mairie du 18^e pour débattre des nouveaux usages (activités et commerces) qui pourront être créés. Le début des travaux d'aménagement est prévu fin juin sur le tronçon Barbès/La Chapelle.

● Gratuité intégrale du Pass Navigo pour les plus de 65 ans

Elle entrera en vigueur à partir de juin 2018, sous condition de ressources : revenus mensuels inférieurs à 2 200 € pour une personne seule et 3 400 € pour un couple. Enfin la concrétisation d'une revendication des communistes !

● Réforme des rythmes éducatifs

Le groupe communiste a demandé au Conseil de Paris d'organiser une consultation de la communauté éducative pour faire un bilan de la réforme et envisager éventuellement une autre organisation du temps plus favorable aux apprentissages.

POINT ÉPHÉMÈRE exposition Affiches en lutte



Du 23 au 30 mai, l'artiste dugudus présente au Point éphémère les affiches qu'il a conçues depuis plusieurs années.

Artiste militant, investi dans le mouvement social, ses affiches sont un point d'appui dans toutes les luttes des travailleurs de ce pays.

Il nous donne également rendez-vous au Point éphémère le 30 mai à 19h pour un débat sur *L'engagement graphique*.



www.pcf.fr

le site des communistes du 10^e



articles et vidéos sur l'actualité locale et parisienne
comptes rendus des conseils d'arrondissement

l'ensemble des publications à Paris 10e
www.pcfparis10.fr